

Nourrir le monde durablement

Au printemps 2008, près d'une quarantaine de pays ont connu des « émeutes de la faim ». Pourtant, il n'y a pas de crise alimentaire globale. La production agricole ne s'est pas effondrée, et les aliments sont disponibles. Alors que s'est-il passé ?

Entre janvier 2007 et mai 2008, le prix des matières premières agricoles a augmenté de 60 % en moyenne. Notamment, le prix du riz a triplé en quelques mois. Cette flambée est essentiellement liée à une très forte diminution des stocks de céréales, suite à la dérégulation des marchés agricoles imposée par l'OMC (1). Ce ne sont pas les volumes mis en marché qui font les prix agricoles, mais les stocks : plus ils sont bas, plus il y a crainte de pénurie, et plus les marchés s'affolent. Les urbains des pays en développement, pour beaucoup dépendants de produits importés pour se nourrir, avaient déjà vu leur pouvoir d'achat mis à mal par la hausse du prix de l'essence. Habitants de quartiers à la périphérie de villes très étendues et dépourvues pour la plupart de transports publics, ils ont subi l'inflation des carburants, et n'avaient pas les moyens de supporter en plus une hausse des denrées alimentaires. D'où les émeutes qui, plus que des émeutes de la faim, sont celles de la pauvreté.

Les campagnes épargnées par les émeutes, pas par la pauvreté

Dans les campagnes, au contraire, qui consomment majoritairement des productions locales, pas d'émeutes, ni de flambée des prix alimentaires. Ce qui ne signifie pas que tout va bien : parmi les 850 millions de personnes qui ont faim tous les jours depuis des années, 600 millions sont des paysans pauvres, incapables de se nourrir correctement car dans l'impossibilité de tirer un revenu suffisant de leur production. Paradoxe total : dans un même pays, les urbains achètent du riz importé qui leur coûte de plus en plus cher, tandis que les ruraux vendent leur manioc ou leur mil à un prix trop bas pour en vivre correctement. Et demain leur situation risque de s'aggraver, car le prix des engrais, issus de la chimie du pétrole, flambe aussi. Certains paysans ont réduit leurs apports d'engrais, avec en prévision des récoltes moins abondantes ; d'autres ont emprunté et éprouveront des difficultés pour rembourser.

Promouvoir des agricultures adaptées aux terroirs et non uniformisées

Pour nourrir durablement 9 milliards d'humains en 2050, l'agriculture devra connaître une double révolution : l'augmentation des rendements et des quantités produites, en préservant l'environnement et en économisant les matières premières. Il nous faut inventer une agriculture « écologiquement intensive » (2). Cette agriculture devra aussi être employeuse de main-d'œuvre. Près de la moitié de la population mondiale – et beaucoup plus dans les pays pauvres – vit de l'agriculture. Il n'est pas envisageable de développer partout une agriculture capitaliste, fortement mécanisée et peu utilisatrice de main-d'œuvre. En effet, tous ces ruraux sans revenus iraient alors grossir les rangs des urbains pauvres. Au contraire, il faut promouvoir des agricultures familiales, adaptées aux terroirs et non uniformisées.

Pour cela, il est impératif de mettre en place des politiques publiques qui soutiennent l'agriculture, contrairement à ce qui s'est passé depuis plus de 20 ans, sous l'égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, grands promoteurs de la libéralisation. Ils ont incité les pays africains à démanteler leurs politiques agricoles, et à acheter leur nourriture aux pays les plus compétitifs. Les conséquences d'une trop forte dépendance aux importations alimentaires sont aujourd'hui connues, et il importe

désormais de soutenir les agricultures des pays en développement pour qu'elles nourrissent leurs villes. L'articulation entre développement des infrastructures et de la transformation agroalimentaire, appui technique aux producteurs, sécurisation de l'accès à la terre, et protection contre les variations de prix sont des éléments clés de politique agricole. Ainsi, il sera possible de nourrir durablement les villes, en prenant en compte pérennité économique, durabilité environnementale, équité sociale et respect de la diversité culturelle qui passe par les habitudes alimentaires.

Bénédicte Hermelin
Directrice du GRET

(1) Organisation mondiale du commerce, créée en 1995, qui vise à la libéralisation généralisée du commerce mondial.

(2) Pour reprendre les mots de Michel Griffon, agronome, auteur du livre *Nourrir la planète* paru en 2006 aux éditions Odile Jacob.